

[Text]

Senator Hicks: You don't administer the test until they have been admitted?

Professor Bothwell: That's right. I think part of the reason for that is that the high schools or the provincial governments are not willing to take the rap. These are tests that ought to be administered at the end of high school, not the beginning of university. Instead, they are administered by us at our expense at some inconvenience; and of course in the usual way, there are no immediate consequences, we are far too nice for that. We give people a chance to take it again, and then they can take it again, and only if they fail it the third go are they finally told that they have to pack up their bags and go elsewhere. What they have been doing in the two interim years, I cannot imagine.

Senator Macquarrie: I appreciate these firm answers and respect them. I still confess to giving at least a passing thought to those who would not be in if, by some tremendous development, we had universities with a very much decreased enrolment. I would be troubled about that.

There are a couple of other things. I was impressed at your suggestion that students too should be removed from the boards of universities. I thought that they had not made much of an impact, that they got bored going to these meetings. What are they doing that would call for the removal of these people?

Professor Bercuson: It is a subject which I am glad you raised. It is addressed also in the study done by the "National Endowment for the Humanities." They point out, and I agree strongly with their conclusions, that students on bodies which make academic decisions tend to water down the strength of those academic decisions. Students are transitory, they are self-interested, and they are not, in my opinion, the peers of the faculty. I don't believe they should have the right or the privilege to design honours programs, to set graduation standards, to establish procedures for academic advancement, to design new programs, and so on and so forth. I think this was a political move that was made in the late 1960's for obvious reasons. I just think that the intellectual rigor of an institution would be strengthened tremendously by the removal of students from these kinds of governing bodies. That is, students should be completely self-governing when it comes to student affairs, but I do not think that students have any business sitting on, let's say, my graduate council, and telling me as a professor what sorts of decisions I should be making about designing a graduate program. I get paid to stand on one side of the podium, the students pay to sit on the other side. There is a reason for that.

Senator Macquarrie: I see that you also would get rid of the business men. I am a little more sympathetic to that than the other. If I may say so, I often thought that these business men were recruited as putative donors to some university fund, and I thought that they usually ended up giving their advice period, and not their largess, but there may be some great exceptions on that.

[Traduction]

Le sénateur Hicks: Vous ne leur faites passer ce test que lorsqu'ils ont été admis?

M. Bothwell: C'est exact. Je crois que cette situation s'explique en partie du fait que les écoles secondaires ou les gouvernements provinciaux ne veulent pas en assumer la responsabilité. Ces tests devraient être faits à la fin de l'école secondaire, non au début des études universitaires. Au contraire, nous les administrons à nos frais et au prix de quelques inconvénients; et bien sûr, comme d'habitude, il n'y a pas de conséquences immédiates, nous sommes bien trop gentils pour cela. Car nous donnons au candidat la chance de se reprendre, il se présente à nouveau et ce n'est que s'il échoue une troisième fois qu'on lui dit finalement qu'il doit s'orienter ailleurs. Qu'est-ce que ces étudiants ont fait au cours des deux années précédentes, je me le demande!

Le sénateur Macquarrie: J'apprécie vos réponses directes et j'en tiens compte. J'avoue penser, ne serait-ce qu'un moment, à ceux qui n'auraient pas été reçus du fait que pour quelque raison extraordinaire, le taux d'accession à nos universités aurait été beaucoup moindre. Je me préoccupe à ce sujet.

Il y a un ou deux autres points. J'ai été frappé de vous entendre dire que les étudiants ne devraient peut-être plus siéger aux conseils universitaires. Je croyais qu'ils n'y exerçaient pas tellement d'influence et qu'ils étaient ennuyés d'assister à ces réunions. Qu'ont-ils donc fait qui puisse justifier cette mesure?

M. Bercuson: Je suis heureux que vous ne parliez. Il en est question aussi dans l'étude faite par le «National Endowment for the Humanities». On y signale, et je suis tout à fait d'accord avec les conclusions de ce groupe de travail, que les étudiants qui siègent aux organes de décisions pédagogique ont tendance à atténuer la portée des décisions de ces conseils. Ils sont de passage, ils s'intéressent à leur propre sort et ils ne sont pas, à mon avis, des intermédiaires paritaires au sein de la faculté. Ils ne devraient pas avoir le droit, ou même le privilège, d'élaborer des programmes de spécialisation, de fixer les critères d'obtention des diplômes, d'établir enfin des procédures pour les programmes du perfectionnement, de composer de nouveaux et ainsi de suite. Leur intégration résulte de décisions politiques qui ont été prises vers la fin des années 60, pour les raisons que l'on sait. Je crois que la rigueur intellectuelle de l'institution serait beaucoup plus grande si les étudiants ne siégeaient plus au sein des organismes de direction. Autrement dit, les étudiants devraient être entièrement autonomes lorsqu'il s'agit de leurs affaires, mais je vois mal ce qu'ils auraient à faire aux réunions de mon conseil où ils me diraient à moi, professeur, quelles décisions prendre lorsque je dois préparer un programme de deuxième cycle. Chacun sa place de compétence, n'est-ce pas, et il y a des raisons pour qu'il en soit ainsi.

Le sénateur Macquarrie: Je vois que vous vous débarrassez également des hommes d'affaires. Je suis un peu plus sympathique à leur endroit qu'aux autres. Avec votre permission, j'ai souvent cru que ces hommes d'affaires étaient recrutés comme bailleurs de fonds et qu'ils finissaient éventuellement par donner davantage leur avis—un point c'est tout—plutôt